

Le 22 novembre à Paris

Avec la FSU, l'éducation fait entendre sa voix

Rassemblement 11h aux Invalides
Meeting 13h à la maison de la Chimie



L'investissement éducatif ne relève pas du slogan ; dans une société en proie au chômage, minée par les inégalités, l'effondrement des solidarités et le développement de la peur de l'autre, il est urgent de donner les moyens à notre système éducatif d'assurer la formation et les qualifications de tous les jeunes. Avec un budget relativement préservé par rapport aux régressions imposées par le gouvernement à d'autres ministères, une programmation des emplois entre 2012 et 2017, l'Education nationale pourrait sembler être en capacité de relever ces défis. Or, à mi-mandat du quinquennat, la politique éducative n'a pas la hauteur nécessaire pour relancer la démocratisation et réduire les inégalités territoriales et sociales. Les créations de postes ont été en grande partie absorbées par le rétablissement d'une décharge pour les stagiaires et la démographie, de nombreux dossiers sont en attente, la réforme des rythmes scolaires ayant accaparé l'essentiel de l'énergie pour un résultat largement insatisfaisant

Pendant ce temps-là, des mesures qualitatives pour la réussite de l'école tardent. La mise en œuvre de la formation initiale au sein des ESPE est laborieuse, la formation continue en totale déshérence, le déploiement des mesures pédagogiques avance à petit pas et les effectifs de classe restent chargés, le mode de gestion des personnels (inspection, mutations...) relève trop souvent d'un autre temps, la revalorisation notamment salariale n'est toujours pas à l'ordre du jour...

Les systèmes éducatifs qui ont progressé ont tous traité sérieusement et concrètement ces sujets. Notre pays ne peut plus tergiverser. Il est encore temps de prendre des mesures cohérentes et efficaces pour l'école et la réussite de tous. C'est indispensable alors que de nouveaux programmes et qu'une réforme de l'éducation prioritaire sont attendus pour demain. C'est également indispensable alors que l'attractivité du métier est à la peine avec des postes offerts aux concours qui ne trouvent pas preneurs. Rien ne se fera sans formation, amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude de tous les élèves et revalorisation salariale. Tout cela nécessite que l'on y consacre les moyens nécessaires.



Avec la FSU,
pour la Fonction Publique
pour le service public d'éducation
pour nos métiers

La refondation ne peut se résumer à un mot ! POUR FAIRE AVANCER L'ÉCOLE, la FSU et ses Syndicats Nationaux avancent leurs priorités :



- Une formation en alternance de qualité, prolongée par une formation continue totalement renouvelée
- Une réforme de l'éducation prioritaire qui prenne en compte tous les besoins
- Une revalorisation des traitements et des carrières de tous
- Une reconnaissance de la professionnalité et des métiers en rupture avec les logiques managériales héritées du précédent quinquennat

SORTIR DU DÉCLASSEMENT SALARIAL

Après 15 ans d'ancienneté, un enseignant français du secondaire perçoit chaque année entre 2300€ et 3900€ de moins que son homologue de l'OCDE. Quant au salaire des professeurs des écoles, il est de 17% inférieur à cette moyenne. Un retard qui ne sera comblé qu'après 30 ans de carrière. Et le gel des salaires dans la Fonction publique jusqu'en 2017 va représenter une perte de pouvoir d'achat de 2 mois de salaires par an depuis 2010. Un élément qui explique la perte d'attractivité des métiers de l'éducation et qui appelle une revalorisation salariale.

CRÉATIONS DE POSTES : COMBLER LE RETARD

Le projet de budget 2015 prévoit la création de 9421 postes, dont 2 511 pour le primaire, 2 550 pour le secondaire et 3 137 pour abonder la formation initiale. Les années 2016 et 2017 devraient voir la création de 22373 nouveaux postes afin d'atteindre la promesse de 54000 créations. Toutefois, cela ne suffira pas à combler le retard accumulé par le manque d'investissement et la suppression des 80 000 postes sous le précédent quinquennat. D'autant que depuis trois ans, les créations de postes sont absorbées par la hausse démographique et les besoins en formation initiale.

ÉDUCATION PRIORITAIRE : RÉPONDRE À TOUS LES BESOINS

La carte de l'Education prioritaire (EP) va être complètement révisée à la rentrée 2015 avec un périmètre élargi à la Guyane et Mayotte. Toutefois, l'enveloppe reste la même et certains établissements de l'EP ne seront pas classés en REP (Réseaux d'éducation prioritaire). Alors que l'origine sociale détermine fortement la réussite scolaire, toute sortie de l'EP doit être discutée et accompagnée (maintien des moyens, effectifs réduits...). La FSU demande qu'une rallonge budgétaire permette de répondre à toutes les situations et que les labellisations se fassent dans la plus grande transparence.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Alors que leur métier se complexifie et que ses conditions d'exercice se dégradent, les enseignants doivent de plus en plus répondre aux prescriptions administratives et aux injonctions de la hiérarchie. Tous ces éléments ne contribuent pas à la nécessaire sérénité dont ont besoin les professionnels pour assurer leurs missions et ajoutent inutilement stress et mal-être au travail. Pour la FSU, la reconnaissance, la confiance et la formation sont des préalables à l'amélioration des conditions de travail des enseignants.